



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 3938

Texte de la question

PROPOSITIONS DU CANDIDAT SOCIALISTE POUR LUTTER CONTRE LA DÉLINQUANCE

M. le président. La parole est à Mme Marie-Christine Dalloz, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire

Mme Marie-Christine Dalloz. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur.

Monsieur le ministre, à l'occasion du déplacement du candidat socialiste à Dijon, nous avons pu constater que la question de la sécurité de nos concitoyens s'invitait enfin au programme du candidat Hollande. Trop longtemps silencieux sur le sujet, il semblerait qu'il se réveille et se décide soudainement à prendre en compte les inquiétudes légitimes des Français. Lors de son meeting au Bourget, il n'avait pas hésité à avertir les petits caïds et les fraudeurs que " la République les rattraperait ". (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Nous attendions de savoir comment !

Dès lors, la représentation nationale et nos concitoyens ne peuvent que s'étonner de la faiblesse des solutions envisagées par les socialistes. Abroger les peines plancher ? Recourir à une police de proximité qui n'a jamais fait ses preuves ? (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Toujours les mêmes vieilles recettes... Une fois de plus, la gauche nous montre son incapacité à lutter efficacement contre la délinquance, son incapacité à apporter des solutions crédibles. Seule idée nouvelle : créer des inégalités territoriales dans la prise en compte de la sécurité.

La députée de territoire rural que je suis, le Jura en l'occurrence,...

M. Jean Glavany. On va s'occuper de votre circonscription !

Mme Marie-Christine Dalloz. ...redoute le pire. Les élus de tous les territoires ruraux partagent mon inquiétude. Comment la gauche peut-elle prétendre donner des leçons alors que, sous le gouvernement de M. Jospin, elle a lamentablement perdu son combat contre la délinquance, celle-ci s'accroissant de 17,8 % ?

Pouvez-vous, monsieur le ministre, éclairer la représentation nationale sur la pertinence des propositions du parti socialiste en matière de sécurité ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

M. Claude Guéant, *ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.*

Madame Marie-Christine Dalloz, il est vrai qu'après les déclarations martiales de M. Hollande au Bourget, nous nous attendions tous, lundi dernier, à l'exposé d'une véritable politique de sécurité. Nous avons été déçus : entre les déclarations d'intention et la réalité des propositions, il y a plus qu'un fossé, il y a un abîme et beaucoup de contradictions.

Ainsi, M. Hollande veut mieux lutter contre les récidivistes mais, dans le même temps, il propose de supprimer les peines plancher, qui sont justement faites pour lutter contre la récidive. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. Hollande veut une meilleure exécution des peines et, dans le même temps, le parti socialiste propose la suppression de 30 000 places de prison. ("*Eh oui !*" sur les bancs du groupe UMP. - *Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Hollande veut une police plus efficace mais, à la tribune de cette assemblée, il y a quelques jours, les représentants du parti socialiste mettaient en cause les fichiers de police, notamment le fichier des empreintes génétiques qui, tous les jours, permet à la police de déférer à la justice les coupables de graves crimes et de nombreux délits. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Raymond Durand. C'est vrai !

M. Claude Guéant, *ministre*. M. Hollande nous dit qu'il veut apporter des réponses à la délinquance des mineurs mais, dès que nous voulons moderniser les lois concernant la délinquance pour apporter des réponses plus rapides de la part de la justice, la gauche hurle au scandale. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Et puis il y a deux cerises sur le gâteau.

Tout d'abord, M. Hollande propose la création de périmètres de sécurisation renforcée, qui seraient prioritaires. Cela veut dire que les Français qui n'habitent pas dans ces périmètres ne seront plus prioritaires. (*Mêmes mouvements.*)

M. Christian Eckert. Il ne répond pas à la question, monsieur le président !

M. Claude Guéant, *ministre*. Seconde cerise sur le gâteau : le retour de la police de proximité ! Elle a une grande qualité, c'est son nom, il est sympathique. Mais, dans la réalité, ce fut un échec terrible ! Et nous ne voulons pas renouer avec cet échec. (*Mêmes mouvements.*)

Vous voulez mon appréciation sur ces propositions, madame Dalloz ; elle est claire : l'application d'un tel programme signerait le retour de l'insécurité en France ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Christine Dalloz](#)

Circonscription : Jura (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3938

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Ministère attributaire : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 février 2012